

Etats-Unis/A l'étape sud-coréenne de sa tournée en Asie Trump fait état de " beaucoup de progrès " sur le dossier nord-coréen

AFP
Séoul/Corée du Sud

Il n'en écarte pas moins l'option militaire "si nécessaire".

LE président américain Donald Trump a fait état hier de "beaucoup de progrès" sur la question nord-coréenne et salué le rôle "très utile" de Pékin dans ce dossier, à l'issue d'une rencontre à Séoul avec son homologue sud-coréen Moon Jae-In. "Oui, je vois certaines choses bouger", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse commune à Séoul, sans donner de précisions. "Je pense que nous faisons beaucoup de progrès." Pyongyang est "une menace mondiale qui appelle une action mondiale", a-t-il réaffirmé, tout en disant que son homologue chi-

nois Xi Jinping avait "été vraiment très, très utile". "Nous espérons que, de la même manière, la Russie sera utile", a poursuivi le chef d'Etat américain lors de la seconde étape de son marathon diplomatique en Asie. A côté de son homologue sud-coréen, qu'il avait en septembre critiqué pour avoir prôné un dialogue avec Pyongyang, il a souligné que l'alliance entre Washington et Séoul était "plus importante que jamais". Mais le président américain, qui défend l'idée que toutes les options sont sur la table pour régler le dossier nord-coréen, a redit hier après-midi qu'il était prêt à utiliser l'option militaire "si nécessaire". La première visite officielle en Corée du Sud, jusque ce mercredi, du président américain intervient après des mois



Photo : AFP

Le président américain Donald Trump, au côté de son homologue sud-coréen Moon Jae-In hier à Séoul : "On trouvera une solution" sur la Corée du Nord.

de dégradation continue de la situation sur la péninsule. En cause l'intensification des programmes militaires de Pyongyang, qui a réalisé en septembre son sixième essai nucléaire - le plus puissant à ce jour - et testé plusieurs missiles potentiellement sus-

ceptibles d'atteindre le territoire américain. La surenchère verbale et des échanges d'insultes entre le président américain et le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un ont également contribué à la montée des tensions. "Au final, on trouvera une solution" au problème

nord-coréen, a promis en début d'après-midi M. Trump à Camp Humphreys, QG des 28 500 militaires américains stationnés en Corée du Sud, à 90 km au sud de Séoul. "On trouve toujours une solution, il faut qu'on trouve une solution", a-t-il ajouté.

France/Lutte antiterroriste

Dix interpellations en France et en Suisse

AFP
Paris/France

Ces suspects participaient à un groupe de discussion de la messagerie cryptée Telegram, fréquemment utilisée par les jihadistes, dans lequel ils "tenaient des propos inquiétants".

DIX personnes âgées de 18 à 65 ans ont été interpellées hier matin, en région parisienne, dans le sud de la France et en Suisse, dans le cadre d'une opération antiterroriste, a-t-on appris de sources proches de l'enquête. Ces suspects participaient à un groupe de discussion de la messagerie cryptée Telegram,

fréquemment utilisée par les jihadistes, dans lequel ils "tenaient des propos inquiétants", ont indiqué ces sources. Cette opération antiterroriste "vise à permettre de préciser les contours des projets qu'ils nourrissaient", a ajouté une source judiciaire. Neuf personnes âgées de 18 à 65 ans, majoritairement connues des services de renseignement, ont été arrêtées dans le sud de la France et en région parisienne et une Colombienne de 23 ans a été interpellée en Suisse. Selon une source proche du dossier, deux frères suivis pour radicalisation ont notamment été interpellés dans les Alpes-Maritimes (sud-

est). "Les opérations ont été effectuées en parallèle dans les deux pays et en étroite collaboration", a relevé le Ministère public de la Confédération suisse dans un communiqué. Lors de perquisitions menées en France, aucune arme n'a été retrouvée à ce stade, selon une des sources proches de l'enquête. Des perquisitions ont également été menées en Suisse. Une information judiciaire avait été ouverte le 19 juillet en France pour "association de malfaiteurs terroriste criminelle et provocation directe à la commission d'un acte de terrorisme par un moyen de communication au public en

ligne". "Les investigations ont permis d'identifier un individu en Suisse qui avait une activité particulièrement soutenue sur les réseaux sociaux (Telegram). Elles ont par ailleurs mis en évidence qu'il avait dans ce cadre des contacts avec des individus demeurant en France avec qui il évoquait notamment des projets d'actions violentes aux contours mal définis à ce stade", a expliqué une source judiciaire. Cet homme, visé par une procédure en Suisse depuis juin 2016 et interpellé hier en France, était aussi en lien sur les réseaux sociaux avec un adolescent de 13 ans, soupçonné de préparer

une attaque jihadiste au couteau. Ce jeune Français avait été arrêté en région parisienne la nuit précédant la fête de la musique le 21 juin, ont précisé des sources proches du dossier, et il avait été mis en examen par un juge antiterroriste et écroué. Né en septembre 2003 et originaire de Vitry-sur-Seine, au sud de Paris, ce mineur "était sur le point de passer à l'acte", a indiqué l'une des sources. "Une photo de lui avait été trouvée sur les réseaux sociaux, tenant une feuille proclamant son allégeance" au groupe jihadiste Etat Islamique (EI), ont-elles précisé.

Zimbabwe/Politique

Le vice-président limogé voulait s'emparer du pouvoir

AFP
Harare/Zimbabwe

LE vice-président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa, démis de ses fonctions lundi ("L'Union" d'hier) par le président Robert Mugabe, complotait en vue de "s'emparer du pouvoir", a affirmé hier un quotidien d'Etat. M. Mnangagwa était présenté comme l'un des possibles successeurs du

chef de l'Etat, 93 ans. Mais sur sa route vers le pouvoir, il s'est récemment heurté aux ambitions de la première dame, Grace Mugabe. Sa destitution a été interprétée comme une stratégie destinée à laisser la voie libre à Mme Mugabe pour succéder, le moment venu, à son époux. Dans son éditorial hier, le Chronicle a accusé M. Mnangagwa et ses partisans de "préparer la chute du président Mugabe". "A plusieurs reprises, le

président a prévenu son vice-président qu'il devait cesser d'avoir pour dessein de s'emparer du pouvoir de façon anticonstitutionnelle", a ajouté le quotidien basé à Bulawayo (ouest). Il l'a également accusé de gérer "des structures parallèles au sein du parti Zanu-PF au pouvoir et de fomenter des divisions". Emmerson Mnangagwa, 75 ans, qui a participé avec Robert Mugabe à la lutte pour l'indépendance du Zimbabwe en 1980 et

entretient des liens étroits avec l'armée, n'avait toujours pas commenté hier sa destitution. Pendant le week-end, Grace Mugabe avait été huée lors d'une réunion politique à Bulawayo à laquelle participait le président. Pour le Chronicle, ces railleries sont "le plus haut niveau d'indiscipline jamais observé au sein de la Zanu-PF". Grace Mugabe a été visée pour avoir exposé "les activités infâmes" des partisans de

M. Mnangagwa, a estimé le journal. Robert Mugabe, au pouvoir depuis 1980, a annoncé qu'il briguerait un nouveau mandat en 2018. Mais son âge avancé et sa santé fragile alimentent une guerre de succession au sein de la Zanu-PF. Son épouse, 52 ans, s'impose progressivement depuis plusieurs années dans la vie politique. Elle dirige notamment la puissante Ligue des femmes de la Zanu-PF.

L'Afrique en bref

• **Egypte/Politique.** Sissi écarte un troisième mandat en 2022



Photo : AFP/L'Union

Le président égyptien Abdel Fatah al-Sisi a affirmé, à quelques mois de la présidentielle de 2018, qu'il n'avait pas l'intention de briguer un troisième mandat en 2022 dans une interview diffusée lundi soir sur la chaîne américaine CNBC.

• **Nigeria/Jihadistes.** Deux femmes tuées dans un raid de Boko Haram

Au moins deux femmes et un soldat ont été tués dans une attaque menée dans le nord-est du Nigeria par des dizaines d'hommes du groupe Boko Haram, avant que les jihadistes soient finalement repoussés par l'armée, ont déclaré des habitants à l'AFP hier.

• **Togo/Politique.** Des milliers de personnes dans la rue

Des milliers de personnes manifestaient hier à Lomé contre le régime du président Faure Gnassingbé à l'appel de l'opposition togolaise, après plus de deux mois de crise politique dans ce pays d'Afrique de l'Ouest.

A travers le monde

• **Afghanistan/Violence.** Attaque contre un média : un mort

Un commando d'hommes déguisés en policiers a attaqué hier le siège de la chaîne de télévision Shamshad TV à Kaboul, tuant une personne, dans un contexte de violence en plein essor dans le pays à l'encontre des journalistes afghans.

• **Arabie Saoudite/Diplomatie.** Le prince héritier accuse l'Iran "d'agression directe"

Le prince héritier d'Arabie saoudite a déclaré que l'implication présumée de l'Iran dans la fourniture de missiles aux rebelles houthis du Yémen était "une agression militaire directe par le régime iranien", a rapporté hier l'agence officielle SPA. En réponse, Téhéran a accusé Ryad de "falsifier la réalité".

• **Etats-Unis/Enquête.** L'aveu d'un autre conseiller de Trump

Un deuxième conseiller de Donald Trump durant la campagne présidentielle, Carter Page, a reconnu avoir eu des contacts avec des responsables russes à l'époque et avoir même proposé un voyage du candidat en Russie.